

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Bd de la Dollée
BP70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTROPOLI FRANCE

Le Grand Chemin
50540 Vezins

Références : 2026-177
Code AIOT : 0005301497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ELECTROPOLI FRANCE implanté 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la continuité de l'action régionale SDAGE dans laquelle est engagée ELECTROPOLI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROPOLI FRANCE
- 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301497

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electropoli est spécialisée dans le traitement de surfaces des métaux, par des procédés électrolytiques ou chimiques. Le site est également classé IED sous la rubrique 3260.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats de l'étude d'acceptabilité des rejets par le ruisseau de l'Yvrande ont confirmé l'approche théorique initiale, sur laquelle l'exploitant s'était basé pour engager des travaux d'amélioration de la qualité des rejets, dans les limites technico-économiques acceptables, pour assurer la pérennité du site. Les améliorations apportées ont permis de réduire de manière conséquente l'apport en flux de polluants au milieu mais restent néanmoins encore insuffisantes pour certains, pour atteindre la cible des concentrations physico-chimiques justifiant de la compatibilité au regard de la Directive Cadre sur l'Eau. Quelques ultimes pistes de réduction des flux rejetés subsistent ; néanmoins, elles seront probablement insuffisantes pour l'atteinte des niveaux en concentration requis. La démarche d'évaluation de l'écotoxicité des rejets dans laquelle souhaite s'engager Electropoli pourrait permettre de justifier des niveaux actuels de concentration des rejets compatibles avec l'écosystème aquatique de l'Yvrande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.
Constats :

Le bureau d'études GES, mandaté par la société Beurrière d'Isigny et la société Electropoli, a présenté les résultats de l'étude de compatibilité des rejets avec le respect du bon état de la masse d'eau l'Yvrande à l'inspection des installations classées. Cette étude fait suite à une demande de l'inspection des installations classées à la Société Beurrière d'Isigny d'évaluer l'impact de ses rejets sur l'Yvrande lors de la visite sur site menée par l'inspection le 11 juin 2024. Afin de mener une étude pertinente, compte tenu de la proximité des rejets de la Société Beurrière d'Isigny et de la société Electropoli, il a été convenu entre les 2 parties d'élargir cette étude à l'échelle des 2 entités.

Ainsi, pour pouvoir déterminer l'impact de ces rejets, le bureau d'études a dû rechercher et produire des données sur le milieu naturel. L'absence de station hydrométrique sur le linéaire de l'Yvrande a nécessité, pour le bureau d'étude, de calculer, par extrapolation des données mesurées à la station hydrométrique la plus proche basée sur la Sélune, le QMNA5 en amont immédiat des rejets des 2 industriels. En outre, 2 campagnes de prélèvements et analyses ont été réalisées le 11 mars 2025 et le 16 septembre 2025 (en période de haute et de basse eaux) afin de déterminer la qualité des cours d'eau en 6 points pertinents (amont aval des points de rejets et affluent de l'Yvrande) et comparer les résultats obtenus à ceux issus des stations de mesure présentes sur l'Yvrande et la Sélune. Des prélèvements et analyses 24h ont également été réalisés en parallèle sur les rejets des 2 usines ces mêmes jours.

L'analyse des données relatives à la qualité de l'Yvrande fait apparaître un cours d'eau globalement en bon, voire très bon état pour les macropolluants (sauf NO₂- et Pt, en dépassement de limite de classe), y compris en période d'étiage. Le calcul d'acceptabilité des rejets globaux des 2 industriels fait apparaître des tensions sur l'admissibilité des flux rejetés pour les paramètres NTK, NH₄⁺ et Pt, marquées plus particulièrement en période d'étiage pour des débits du niveau QMNA5 - 10 % et QMNA5 - 15 %.

Concernant, les rejets d'Electropoli, leurs niveaux sont supérieurs au niveau des concentrations maximales admissibles pour l'ensemble des paramètres précédemment évoqués, y compris pour la DCO (l'absence de traitement biologique explique en partie cette difficulté).

Ce calcul de l'acceptabilité milieu a également été fait sur les micropolluants. A cette fin, le bureau d'études a déterminé des concentrations de référence pour le milieu, basées sur les NQE, VGE, norme EDCH et en tenant compte de la biodisponibilité des métaux et du fond géochimique.

Les prélèvements et analyses réalisés les 12 mars et 16 septembre 2025 ont révélé un apport incontestable depuis les rejets industriels en cuivre, chrome, nickel, zinc, chloroforme, cobalt, chlorures et acide chloroacétique.

La provenance de ces apports métalliques, et autres micropolluants, sont attribuables aux rejets d'Electropoli dont les niveaux actuels de rejet sont pourtant pour la plupart en-deça des flux max admissibles par le milieu pour assurer son maintien en bon état chimique (hormis pour le zinc, nickel, cuivre, chlorures et acide chloroacétique).

Cette étude révèle la nécessité de surveiller le niveau de rejet en chlorures et acide chloroacétique, dont l'exploitant a découvert l'existence de ce dernier dans ses rejets, car ce produit n'est pas utilisé en tant que tel dans son process. Une surveillance mensuelle de ces 2 paramètres doit donc être mise en place. Le cadre GIDAF sera modifié en conséquence.

Les résultats de cette étude confirment les craintes émises dès 2020 par la DREAL sur l'impact potentiel des rejets d'Electropoli sur l'Yvrande, compte tenu des niveaux importants de rejet de cette usine, au regard de la capacité d'acceptabilité de ce rû. L'exploitant s'étant dès lors engagé dans une démarche de recherche de réduction à la source des émissions et d'amélioration du traitement des effluents, les niveaux de rejets ont considérablement baissé depuis ces 5 dernières années. Toutes les actions engagées jusqu'alors ont permis de réduire d'environ 80 % les flux émis au milieu naturel.

Au cours de cette visite, l'exploitant a présenté les dernières actions mises en œuvre depuis la dernière inspection du 28 mai 2025, à savoir :

- mise en œuvre d'une enveloppe protectrice de la cuve de neutralisation en entrée de la STEP 1 (côté bureau), vers laquelle sont désormais envoyés les bains orientés préalablement vers la STEP 2,
- installation d'un agitateur dans la fosse de neutralisation de la STEP 1,
- envoi des effluents traités en sortie de la STEP 2 vers la STEP 1 afin de subir un nouveau cycle traitement (les effluents en sortie de la STEP 2 ne sont plus envoyés directement dans la canalisation de rejet),
- gestion régulée du débit des effluents traités en sortie de la STEP 1 vers les 2 étages de résines échangeuses d'ion,
- installation d'un second étage de résines échangeuses d'ion en série sur la STEP 1 avant rejet, pleinement fonctionnel depuis début mars 2026 ; les premiers résultats font apparaître une amélioration sensible de l'ensemble des paramètres et surtout d'une captation totale du zinc dont aucune trace n'a été retrouvée sur l'analyse réalisée sur l'échantillon constitué par le laboratoire en charge du contrôle inopiné eau pour le compte de la DREAL (résultat < LQ).

En terme de futures actions profitables à la réduction des rejets métalliques, l'exploitant a indiqué l'arrêt en avril d'une ligne de passivation qui est à l'origine d'un rejet important en zinc ; l'exploitant estime à environ 30 % la réduction du flux de zinc envoyé à la station de traitement physico-chimique consécutif à cet arrêt.

En terme de futurs projets, l'exploitant a évoqué l'hypothèse de lancer un test de mise en place d'une ozonation afin d'abattre la DCO résiduelle. L'exploitant envisage également d'engager une étude avec l'Université Clermont Auvergne visant à évaluer l'écotoxicité de ses rejets par rapport au réseau trophique de l'Yvrade. Une présentation du contenu et du déroulement de cette proposition d'étude a d'ailleurs été faite en séance par les pilotes de l'étude. L'enveloppe financière accordable au projet déterminera l'ampleur de l'étude (2, 3 ou 4 campagnes de prélèvements et analyses)

L'exploitant a indiqué qu'il s'était rapproché du chargé d'opération de l'agence de l'eau afin de définir avec lui la possibilité, ou pas, d'un accompagnement financier de cette étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant détermine quelle est l'origine de la production d'acide chloroacétique et définit par quels moyens abattre le niveau de rejet actuel afin d'atteindre un niveau de rejet DCE compatible, **dans un délai de 6 mois**, à compter de la réception du présent rapport.

- L'exploitant ajoute les paramètres « acide chloroacétique » et « chlorures » à son programme de surveillance. Une analyse à fréquence mensuelle est mise en place, dès réception du présent rapport.

- Si l'exploitant engage la réalisation d'une étude d'écotoxicologie, il restitue les résultats de cette étude **au plus tard au 31 mars 2027**.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois